

ENFIN...

On peut toujours épiloguer sur les raisons qui ont amené le P.C.F. à retirer ses ministres du Gouvernement dont il a, depuis 1981, soutenu fidèlement la politique. Personne n'imagine sérieusement qu'en 1984, le P.C.F. s'est vu touché par la grâce et aurait brutalement changé de cap.

Mais, en définitive, tout cela n'a pas d'importance sauf pour les «*politologues*» qui tendent aujourd'hui à remplacer les théologiens d'antan.

Ce qui est important, et les grèves de chez Renault le prouvent, c'est la façon dont ce départ est enregistré par les travailleurs en général et plus particulièrement par ceux influencés par le P.C.F. et la C.G.T. Il est clair que, à la base, les militants C.G.T. se sont sentis «*libérés*» par le départ des ministres communistes et, quelles que soient les contorsions des Herzog ou autre Marchais, ce départ entraînera un nouveau processus du développement de la lutte des classes déjà largement engagé, notamment à St-Nazaire. Cela étant, nous savons bien que la volonté des travailleurs est parfois mise en échec par les manœuvres conjointes des dirigeants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. À ce propos, rejeter la responsabilité de la baisse du pouvoir d'achat des métallurgistes de chez Renault sur une mauvaise «*gestion*» de son P.D.G. (M. Hamon) relève de la mystification autogestionnaire c'est-à-dire, dans le cas des dirigeants stalinien de la C.G.T., de la malhonnêteté intellectuelle.

Il n'en demeure pas moins qu'en juillet 84, une page a été définitivement tournée. MM. Fabius et Mitterrand ne s'en tireront pas simplement en retirant la loi Savary (dont les dispositions les plus réactionnaires par ailleurs continuent à être mises en œuvre par le Ministère de l'Éducation Nationale par voie de circulaires et ce, au mépris de la légalité républicaine. Ce n'est pas non plus en réinventant le Service du travail obligatoire (S.T.O.) par le biais des T.U.C. (Travaux d'utilité collective) auxquels seraient condamnés les jeunes coupables d'être chômeurs).

La politique de déflation voulue par Jacques Delors et Mauroy devra être abandonnée. Il n'est pas pensable qu'on puisse accepter comme une fatalité 3 millions de chômeurs, et les palinodies de la C.F.D.T. et du *Secours catholique* n'y pourront rien changer.

Il ne s'agit pas d'ouvrir les soupes populaires ou des refuges pour les «*nouveaux pauvres*», il s'agit d'organiser la lutte des travailleurs pour leur droit au travail et leur droit à la vie.

Nous avons été saisis par une lettre de l'U.D.C.G.T., datée du 21 septembre et nous proposant une entrevue pour le 26 septembre, afin de discuter «*d'un programme d'actions qui pourraient se tenir dans la semaine du 1^{er} au 6 octobre*».

Autrement dit, la C.G.T. nous propose d'organiser des actions communes. Le bureau de l'U.D. a décidé de porter ce problème devant notre congrès qui se tiendra le 26 octobre à Basse-Indre.

Il est évident que dans la mesure où, comme nous le souhaitons (voir la déclaration de l'y.D. du 15 juin 82), les travailleurs décidaient de la grève générale, seule susceptible de faire reculer MM. Fabius et Gattaz, il serait impensable que les organisations syndicales ne prennent pas en commun leurs responsabilités.

Mais nous n'en sommes pas encore là et dans la phase préparatoire à l'explosion sociale qui s'an-

nonce, il faut clarifier la situation et situer le plus objectivement possible les responsabilités des uns et des autres.

C'est de cette façon qu'on pourra dégager les obstacles à l'action des travailleurs et c'est ce à quoi notre Congrès de l'U.D. s'emploiera.

Alexandre HÉBERT.
